



IRLANDE

Une première loi irlandaise de santé publique sur l'alcool :

UNE APPROCHE INTERSECTORIELLE PROMETTEUSE

SEPTEMBRE 2023

En 2018, l'Irlande a mis en place sa première loi de santé publique visant à réduire la consommation d'alcool à l'échelle populationnelle. Aux prises avec une forte prévalence de consommation d'alcool, soit de 10.8 L d'alcool pur par habitant en comparaison à 8.7L par habitant pour l'ensemble des pays de l'OCDE¹, son gouvernement a opté pour une approche intersectorielle afin de contrer cette problématique. La loi inclut cinq principales interventions² :

- 
1. un prix minimum des produits alcoolisés par unité d'alcool;
 2. une mise en garde obligatoire sur les contenants de boissons alcoolisées;
 3. des restrictions sur les publicités dans les lieux publics et les commandites liées à l'alcool;
 4. une réduction de la visibilité des produits dans les points de vente;
 5. une restriction quant à la vente et à l'approvisionnement des produits alcoolisés.

Cette loi est complémentaire à d'autres mesures précédemment instaurées au pays, telle qu'une limite d'alcoolémie au volant de 50 mg par 100ml de sang (0,05)³. Si les retombées sont encore peu documentées vu son adoption récente, sa stratégie globale incluant plusieurs interventions prouvées comme étant efficaces pour réduire l'achat et la consommation d'alcool en fait un exemple inspirant en matière de politiques publiques ^{4, 5, 6, 7, 8}.

Contexte entourant la modification législative

La consommation d'alcool est une problématique connue de longue date en Irlande. En 2009, le gouvernement irlandais a mis en place un comité d'experts afin de documenter les risques associés à la consommation d'alcool ainsi que les meilleures politiques publiques en matière de prévention et de réduction des méfaits^{9, 10, 11}. Les recommandations de ce comité ont servi de base au projet de la loi de santé publique sur l'alcool qui a été initialement présenté en 2013¹¹. De nombreuses contraintes ont fait que cette législation n'a été adoptée que cinq ans plus tard. Parmi celles-ci, le fait que l'alcool et les enjeux qui y sont

reliés touchent près de 11 départements ministériels différents, dont celui de la santé, des finances et de la sécurité routière, a grandement complexifié la mise en place d'une politique ayant une approche intersectorielle ⁹.

De plus, le lobbying de l'industrie de l'alcool, qui détient un pouvoir d'influence politique considérable dans divers secteurs tels que le tourisme et l'économie, s'est avéré être un second obstacle important ¹⁰. En effet, l'industrie de l'alcool s'est fortement opposée à l'instauration de la loi de santé publique sur l'alcool, notamment en demandant de modifier plusieurs sections et en retardant sa mise en œuvre. Celle-ci a utilisé plusieurs tactiques telles que la formation de coalitions avec des détaillants et la mobilisation de partenaires politiques d'influence afin de freiner l'adoption de la loi ⁹.

Survol de la loi et de ses mesures

La *Loi de santé publique (Alcool) de 2018* présente une stratégie globale basée sur les meilleures pratiques en matière de politiques publiques pour réduire la consommation d'alcool et les risques qui y sont associés ^{2,4,5,6,7}.

La mise en place d'une approche intersectorielle à l'échelle nationale s'avère être une solution des plus prometteuses en santé publique, car elle permet l'arrimage d'une vision commune et la concertation entre différents secteurs gouvernementaux (ex. : secteur des finances, du tourisme et la santé) qui autrement, pourraient avoir des intérêts différents en matière d'alcool ⁷.

Les champs d'interventions ainsi que leur date d'implantation sont détaillés dans le tableau 1. Afin de s'assurer du respect

de la législation maintenant en vigueur, un système de surveillance a également été instauré par le gouvernement. En cas d'infraction à la loi, des mesures pénales allant d'amendes jusqu'à un risque d'emprisonnement sont applicables dans certains cas ².

Les retombées

Vue l'adoption récente de la loi, une seule étude portant sur la perception de la présence de publicité dans les espaces publics et le niveau de consommation d'alcool à travers le pays a été effectuée en 2021 ¹⁴. Une diminution de l'exposition publicitaire perçue a été notée suivant l'entrée en vigueur de la loi ¹⁴. Cependant, ces résultats sont à considérer avec réserve, car les restrictions liées au contexte sanitaire de la pandémie de Covid-19 peuvent également avoir contribué à réduire l'exposition aux méthodes marketing dans les lieux publics ¹⁴.

La mise en place progressive des différentes mesures fait en sorte qu'il est actuellement difficile d'évaluer la portée globale de ce changement législatif. Néanmoins, ces interventions ont précédemment fait leurs preuves à l'international et sont considérées comme étant les plus efficaces pour réduire l'achat et la consommation d'alcool à l'échelle populationnelle ^{4,5,6,7}. Par exemple, une baisse de 3% de la vente de produits alcoolisés a été constatée en Écosse à la suite de l'instauration d'un prix minimum sur l'alcool vendu depuis 2018 ¹⁵.

L'implantation de certaines sections de cette nouvelle loi sont également toujours attendues, dont les restrictions sur les heures de diffusion des publicités d'alcool à la radio et à la télévision ainsi que l'ajout de mises en garde uniformes

Une diminution de l'exposition publicitaire perçue a été notée suivant l'entrée en vigueur de la loi ¹⁴



Tableau 1 : Champs d'interventions de la Loi de santé publique (Alcool) de 2018 ainsi que leur entrée en vigueur en Irlande²

Octobre 2018	Adoption de la <i>Loi de santé publique (Alcool) de 2018</i> en Irlande	
Novembre 2019	Réduction de la publicité dans les lieux publics	<ul style="list-style-type: none"> • Interdiction de la publicité de produits alcoolisés lors des films au cinéma (sauf exception), dans les parcs, les espaces publics, les transports publics et à moins de 200 m d'une école, garderie ou aire de jeux • Interdiction des vêtements pour enfant faisant la promotion de marques de produits alcoolisés
Novembre 2020	Réduction de la visibilité des produits alcoolisés	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la visibilité des produits alcoolisés dans « les points de vente mixtes » (ex. : pas visibles derrière les comptoirs ou à une hauteur de moins de 1.5 m)
Janvier 2021	Interdiction de certaines méthodes promotionnelles	<p>Interdiction de plusieurs méthodes liées à la vente, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'offre de produits alcoolisés à prix réduits ou gratuits à l'achat d'un autre produit ou d'un service • Les cartes de fidélité à l'achat de produits alcoolisés • Les promotions sur le prix d'un produit alcoolisé pour une courte période (3 jours ou moins)
Novembre 2021	Restriction des commandites liées à l'alcool dans les milieux sportifs	<p>Interdiction de promouvoir des produits alcoolisés lors :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des événements sportifs s'adressant aux enfants ou lorsque la majorité des participants sont des enfants • Des événements impliquant la conduite de véhicules à propulsion mécanique
Janvier 2022	Prix minimum des produits alcoolisés selon le nombre de grammes d'alcool par unité	<ul style="list-style-type: none"> • Un coût de 10 centimes d'euro/gramme d'alcool a été instauré afin de réduire la consommation d'alcool à forte concentration. Considérant qu'en Irlande, un verre d'alcool standard contient 10g d'alcool pur, chaque consommation standard devrait coûter au minimum 1 euro¹²
À venir	<p>Mises en garde uniformes des risques de l'alcool sur tous les produits alcoolisés vendus</p> <p>Restriction des publicités liées à l'alcool à la radio, à la télévision et dans les médias imprimés</p>	<p>Janvier 2023 : Autorisation de la commission européenne pour l'instauration de mises en garde uniformes sur les produits alcoolisés vendus en Irlande¹³</p> <p>Selon cette section de la loi, ces nouvelles mises en garde devront inclure:</p> <ul style="list-style-type: none"> • une mention que l'alcool est un agent cancérigène • une mention que l'alcool est un facteur de risque important des maladies du foie • Un logo représentant les risques de la consommation d'alcool durant la grossesse¹⁸



contre les risques de l'alcool sur tous les produits alcoolisés vendus au pays. Bien que certaines compagnies d'alcool apposent déjà des étiquettes de mises en garde sur leurs produits, plusieurs études ont démontré que cette forme d'autoréglementation de l'industrie de l'alcool est insuffisante en matière de prévention¹⁶. En effet, les

messages véhiculés sur les étiquettes des produits alcoolisés n'abordent souvent que certains risques de l'alcool et manquent d'uniformité^{16,17}. L'encadrement d'une telle pratique dans une politique publique s'avère prometteur pour réduire les méfaits liés à l'alcool. Par son approche globale et intersectorielle, la loi de santé publique sur l'alcool de l'Irlande est un exemple inspirant de politiques publiques en réduction des méfaits de l'alcool. ■

Références

- OECD. Consommation d'alcool chez les adultes. Panorama de la santé 2021: Les indicateurs de l'OCDE [En ligne]. Paris: OECD Publishing; 2021. Disponible: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/27188823/> <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/27188823/>
- Government of Ireland. Public Health (alcohol) Act 2018 [En ligne]. 2018, No. 24. Disponible: <https://www.irishstatutebook.ie/eli/2018/act/24/enacted/en/pdf>
- Government of Ireland. Road Traffic Act 2010 [En ligne]. 2010. Disponible: <https://www.irishstatutebook.ie/eli/2010/act/25/enacted/en/pdf>
- Esser MB, Jernigan DH. Policy Approaches for Regulating Alcohol Marketing in a Global Context: A Public Health Perspective. *Annu Rev Public Health*. 2018 Apr 1; 39:385-401. doi: 10.1146/annurev-publhealth-040617-014711. PMID: 29608872. Disponible: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/29608872/>
- Gilmore W, Chikritzhis T, Stockwell T, Jernigan D, Naimi T, Gilmore I. Alcohol: taking a population perspective. *Nat Rev Gastroenterol Hepatol*. 2016 Jul;13(7):426-34. doi: 10.1038/nrgastro.2016.70. Epub 2016 May 18. PMID: 27188823. Disponible: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/27188823/>
- Organisation mondiale de la Santé. Combattre les MNT: « meilleurs choix » et autres interventions recommandées pour lutter contre les maladies non transmissibles [En ligne] 2017. Disponible : <https://apps.who.int/iris/handle/10665/259350>.
- Organisation mondiale de la santé. 10 areas governments could work with to reduce the harmful use of alcohol [En ligne]. 2019. Disponible : <https://www.who.int/news-room/feature-stories/detail/10-areas-for-national-action-on-alcohol>
- Stockwell T, Giesbrecht N, Vallance K, Wettlaufer A. Government Options to Reduce the Impact of Alcohol on Human Health: Obstacles to Effective Policy Implementation. *Nutrients*. 2021 Aug 19;13(8):2846. doi: 10.3390/nu13082846. PMID: 34445006; PMCID: PMC8399748. Disponible: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/34445006/>
- Lesch M, McCambridge J. Waiting for the wave: Political leadership, policy windows, and alcohol policy change in Ireland. *Soc Sci Med*. 2021 Aug; 282: 114-116. doi: 10.1016/j.socscimed.2021.114116. Epub 2021 Jun 10. PMID: 34192619; PMCID: PMC8287590. Disponible: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0277953621004482>
- Lesch M, McCambridge J. Understanding the Political Organization and Tactics of the Alcohol Industry in Ireland 2009-2018. *J Stud Alcohol Drugs*. 2022 Jul; 83 (4): 574-581. doi: 10.15288/jsad.2022.83.574. PMID: 35838435; PMCID: PMC9318702. Disponible: <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/35838435/>
- Steering Group Report on a National Substance Misuse Strategy. Steering group report on a national substance misuse strategy [En ligne]. Ministère de la santé d'Irlande; Février 2012. Disponible : https://www.drugsandalcohol.ie/12388/2/Steering_Group_Report_on_a_National_Substance_Misuse_Strategy.pdf
- Movendi. Alcohol Minimum Unit Pricing Has Come into Effect in Ireland with Boost [En ligne]. 2022. Disponible : <https://movendi.ngo/news/2022/01/05/alcohol-minimum-unit-pricing-has-come-into-effect-in-ireland-with-boost/>
- Conlon, C. Alcohol labelling is about letting consumers know the truth [En ligne]. *Journal Irish examiner*. 2022. Disponible : <https://www.irishexaminer.com/opinion/commentanalysis/arid-41048657.html>
- Critchlow N, Moodie C. Awareness of alcohol marketing one year after initial implementation of Ireland's Public Health (Alcohol) Act and during the COVID-19 pandemic. *J Public Health (Oxf)*. 2022 Dec 1;44(4): e537-e547. doi: 10.1093/pubmed/fdab353. Disponible : <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/34632497/>
- Public Health Scotland. Evaluating the impact of Minimum Unit Pricing (MUP) on sales-based alcohol consumption in Scotland at three years post-implementation: briefing paper [En ligne]. 2022. Disponible : <https://www.publichealthscotland.scot/media/16357/briefing-evaluating-the-impact-of-mup-on-sales-based-alcohol-consumption-in-scotland-at-three-years-post-implementation-english-november2022.pdf>
- Alcohol Health Alliance. Contents unknown: how alcohol labelling still fails consumers [En ligne]. 2022. Disponible : https://ahauk.org/wp-content/uploads/2022/06/Labeling_Report_2022_.pdf
- Houghton, F., O'Mahony, C. Ireland's inadequate alcohol warning labelling legislation. *Ir J Med Sci*, 2022; 191, 2263-2265. Disponible: <https://doi.org/10.1007/s11845-021-02831-9>
- The Lancet Gastroenterology Hepatology. Distilling the message: Irish plans for alcohol warning labels. *Lancet Gastroenterol Hepatol*. 2023 Mar;8(3):199. doi: 10.1016/S2468-1253(23)00014-6. PMID: 36773608. Disponible: [https://www.thelancet.com/journals/langas/article/PIIS2468-1253\(23\)00014-6/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/langas/article/PIIS2468-1253(23)00014-6/fulltext)

